



**GLOBAL
INITIATIVE**
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME

L'IMBROGLIO TRIFRONTALIER

Trafic d'armes, criminalité et
violence aux frontières du
Tchad, du Cameroun et de la
République centrafricaine

Eleanor Beevor | Alexandre Bish

JANVIER 2024

REMERCIEMENTS

Les auteurs tiennent à remercier les nombreux contributeurs aux données présentées dans ce document, dont beaucoup ne peuvent être nommés pour des raisons de sécurité. Ils remercient également Conflict Armament Research de l'aide apportée dans l'analyse des photographies obtenues dans la zone tricontinentale, ainsi que Lucia Bird Ruiz-Benitez de Lugo et Moussa Bobbo pour la révision de ce rapport.

À PROPOS DES AUTEURS

Dr Eleanor Beevor est analyste principale à l'Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest à la Global Initiative Against Transnational Organized Crime. Chercheuse, elle est spécialisée dans les groupes armés non étatiques, les groupes extrémistes violents, la criminalité organisée transnationale et la sécurité climatique et environnementale.

Alexandre Bish est chercheur, spécialisé dans les dynamiques de migration, de conflit et de criminalité en Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord. Ces huit dernières années, Alexandre a mené des recherches sur le terrain approfondi dans toute l'Afrique de l'Ouest et a supervisé des réseaux d'informateurs clés au sein des gouvernements et de groupes difficiles à atteindre, notamment des rebelles, des militants et des contrebandiers. Il prépare un doctorat en sécurité et sciences criminelles à l'University College London et est également chercheur invité à l'université de Yale et à l'université d'Oxford.

© Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 2024.
Tous droits réservés.

Aucune partie de la présente publication ne peut être reproduite ou transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, sans l'autorisation écrite de la GI-TOC.

Couverture : © *Baz Ratner/Reuters*

Veuillez adresser vos demandes à :
The Global Initiative Against Transnational Organized Crime
Avenue de France 23
Genève, CH-1202
Suisse

www.globalinitiative.net

CONTENU

Acronymes et abréviations.....	2
Synthèse	3
Méthodologie.....	5
L'instabilité régionale alimente la demande en armes.....	6
République centrafricaine	7
Tchad.....	8
Cameroun.....	10
Aperçu du trafic d'armes dans la zone trifrontalière.....	11
Hausse de la demande, hausse des prix.....	11
Sources et modes d'approvisionnement.....	16
Le marché des armes artisanales se développe	19
L'abondance d'armes légères et les violences opportunistes dans la région trifrontalière.....	20
Le bétail, point de mire.....	22
Des ravisseurs organisés.....	23
Conclusion et recommandations.....	24
Notes	26



DU CONCEPT À L'ACTION : UNE DÉCENNIE D'ANALYSE, DE PERTURBATION ET DE RÉSilIENCE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) a été fondée en 2013. L'objectif était d'élaborer une approche stratégique mondiale de lutte contre la criminalité organisée basée sur le renforcement de la volonté politique d'action, le développement d'une base analytique robuste sur la criminalité organisée, la mise à mal des économies criminelles et le développement de réseaux de résilience au sein des communautés impactées. Dix ans plus tard, la menace que fait peser la criminalité organisée est plus grande que jamais. Il est donc essentiel de continuer à agir en élaborant une réponse mondiale coordonnée.

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

3R	Retour, Réclamation, Réhabilitation
ANT	Armée nationale tchadienne
RCA	République centrafricaine
CPC	Coalition des patriotes pour le changement
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
RDC	République démocratique du Congo
FACA	Forces armées centrafricaines
ISWAP	État islamique, province d'Afrique de l'Ouest
JAS	Jama'atu Ahlis Sunnah lid-Da'awati wal-Jihad (Groupe engagé dans la propagation de l'enseignement du Prophète et du djihad)
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
MLC	Mouvement de libération du Cameroun
MRST	Mouvement pour la révolution du Sud du Tchad
RP-JET	Rassemblement populaire pour la justice et l'égalité du Tchad
ALPC	Armes légères et de petit calibre

SYNTHÈSE

Ce rapport présente un aperçu du trafic d'armes et de la violence qui en découle dans l'une des régions frontalières les moins étudiées d'Afrique de l'Ouest : la zone trifrontalière entre le Tchad, le Cameroun et la République centrafricaine (RCA). Il propose également une analyse actualisée des dynamiques conflictuelles qui touche cette région.

Cette zone trifrontalière revêt une importance stratégique croissante. Suite au coup d'État de 2023 au Niger, et compte tenu de l'instabilité persistante en Libye, au Soudan et dans le bassin du lac Tchad, le Cameroun est devenu le principal axe commercial pour le Tchad et la RCA. La majorité des importations et des exportations avec ces pays passent désormais par la zone trifrontalière.¹ Une accentuation de la déstabilisation dans cette zone aurait des répercussions économiques négatives dans toute la région.

L'ampleur des activités illicites dans la région accroît malheureusement le risque de déstabilisation. La confluence de frontières internationales décuple les possibilités de tirer profit d'activités illicites et d'exploiter des passages relativement ouverts pour échapper aux autorités.² En ce qui concerne les dynamiques des conflits, le présent rapport fait état d'un déplacement croissant de la violence exercée par les groupes armés non étatiques par-delà les frontières de la région trifrontalière. Les groupes armés de l'ouest de la RCA ont commencé à utiliser les régions frontalières de l'est du Cameroun comme base arrière, sous la pression d'opérations militaires et du groupe Wagner en RCA. De même, les groupes armés du sud du Tchad ont fait de multiples incursions dans le nord de la RCA à la suite de pressions militaires.

Le commerce illégal d'armes est un marché accélérateur qui alimente les conflits et la violence dans la zone trifrontalière. © Florent Vergnes/AFP via Getty Images



Les données recueillies dans le cadre du présent rapport font état d'une apparente augmentation de l'utilisation des armes légères et de petit calibre (ALPC) dans les crimes violents, un phénomène qui peut exacerber les conflits armés et militariser les clivages socio-économiques existants. Le trafic d'armes engendre souvent d'autres formes de criminalité violente, favorisées par un meilleur accès aux armes. Le regroupement de différents types de crimes violents (en particulier les enlèvements fréquents et à grande échelle et le vol de bétail) dans les zones où le trafic d'armes est important est un schéma qui a été identifié dans d'autres points névralgiques de l'activité économique illicite.

Le présent rapport permet d'établir que ces crimes sont souvent perpétrés par des membres des forces armées, des groupes rebelles ou des groupes d'autodéfense qui profitent de leur facilité d'accès aux armes pour se livrer secrètement à des activités criminelles. Il est donc extrêmement difficile d'identifier précisément les auteurs et de lutter contre ce type de criminalité. Des indications permettent cependant de confirmer la professionnalisation croissante de la criminalité violente dans la région. Par conséquent, la violence dans la zone tricontinentale risque fort de s'auto-alimenter.

Définition de la zone tricontinentale

La zone tricontinentale comprend les régions suivantes de la savane soudanaise orientale :

- Les régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord au Cameroun ;
- Les régions d'Ouham-Pendé, d'Ouham, de la Nana-Grébizi, de la Nana-Mambéré, de la Mambéré-Kadéï, de Bamingui-Bangoran et de la Vakaga en RCA ; et,
- Les régions du Mayo-Kebbi Ouest, du Mayo-Kebbi Est, du Logone-Occidental, du Logone-Oriental, du Mandoul et du Moyen-Chari au Tchad.



FIGURE 1 La zone tricontinentale entre le Tchad, le Cameroun et la République centrafricaine.

Le présent rapport s'appuie sur des entretiens, des données sur les prix et des preuves photographiques recueillis par des analystes dans la région entre 2022 et 2023. Il remplit deux objectifs. Le premier vise à documenter l'état actuel du trafic et du marché des armes dans la zone tricontinentale, ainsi que la manière dont les dynamiques des conflits ont évolué à la suite des développements régionaux majeurs, notamment la crise au Soudan, le changement de régime au Tchad et les activités du groupe Wagner en RCA. (Des questions de sécurité et des contraintes d'accès ont limité le nombre de personnes interrogées. Des recherches supplémentaires devront être menées pour développer ces résultats.)

Le deuxième objectif consiste à examiner comment la disponibilité des armes légères et de petit calibre influe sur la violence dans la zone tricontinentale. La demande locale pour ce type d'armement est en augmentation et le présent rapport étudie les facteurs qui la stimulent.

Le trafic d'armes comme marché accélérateur

Les recherches menées par la GI-TOC sur les points chauds de l'activité économique illicite ont montré que le trafic d'armes est l'un des principaux moteurs des conflits et de la violence dans ces régions. Le trafic d'armes exacerbe les conflits et les tensions sociales en équipant et en donnant du pouvoir à ceux qui sont prêts à user de la force pour tirer avantages ou profits, comme les groupes armés non étatiques, les petits bandits et d'autres acteurs criminels violents. Le trafic d'armes est également associé à d'autres économies illicites connues pour leurs effets déstabilisateurs, comme le vol de bétail et les enlèvements contre rançon.³ ■

Méthodologie

Outre l'examen de la littérature universitaire et grise pertinente, la présente étude s'appuie sur des entretiens en personne et à distance avec 36 parties prenantes dans le nord du Cameroun, le nord-ouest de la RCA et le sud du Tchad. Au nombre des parties prenantes interrogées dans la région figurent des militaires, des fonctionnaires, des éleveurs de bétail, des agriculteurs, des commerçants, des chauffeurs, des journalistes, des marchands d'armes et des chercheurs. Les entretiens (semi-structurés et structurés sur la base de questionnaires) menés entre novembre 2022 et août 2023 ont été couplés à d'autres méthodes qui se sont appuyées sur des sources complémentaires. Au cours de ces entretiens, les chercheurs de la GI-TOC se sont vu remettre des photographies d'armes légères et de petit calibre prises par des intermédiaires travaillant pour des magasins d'armes clandestins. Ces photographies ont été analysées, en collaboration avec Conflict Armament Research, afin d'identifier un échantillon des ALPC actuellement disponibles dans la zone tricontinentale.



L'INSTABILITÉ RÉGIONALE ALIMENTE LA DEMANDE EN ARMES

À Mbaimboun [village camerounais situé à cinq kilomètres de la frontière avec la RCA], il y a un poste frontière avec quatre fonctionnaires camerounais. Ils n'ont pas de véhicule et n'effectuent aucune patrouille. Je me suis rendu jusqu'au point de passage. Un pont de 50 mètres de long enjambe la rivière M'bere qui sépare la RCA du Cameroun. Côté camerounais, il n'y avait qu'un seul policier. Il n'était pas armé et n'était en poste que de 7 heures à 11 heures avant d'être redéployé à la frontière avec le Tchad dans l'après-midi. Ils manquent vraiment de personnel.⁴

Cette citation, tirée d'une conversation avec un chercheur camerounais, illustre bien le fonctionnement des frontières dans la région. Une seconde personne de passage à Mbaimboun en décembre 2022 a confirmé à la GI-TOC que, même en présence de gardes-frontières, des ressortissants tchadiens et centrafricains, portant parfois ostensiblement des armes, passaient fréquemment au Cameroun sans encombre.⁵ Mbaimboun met en évidence un problème crucial dans l'ensemble de la zone tricontinentale : les frontières très poreuses ne peuvent servir d'entrave significative aux flux d'armes légères, d'autant que la zone est instable et la demande en armes y est élevée.

La zone tricontinentale est une destination majeure pour les flux d'armes provenant des conflits en Afrique du Nord, de l'Est et de l'Ouest. Les armes utilisées au Nigéria et dans le bassin du lac Tchad, dans les conflits séparatistes du sud-ouest et du nord-ouest du Cameroun, au Sahel et au Soudan continuent de gagner la zone tricontinentale et jouent un rôle crucial dans l'alimentation des tensions existantes.⁶

Les acteurs impliqués dans des conflits plus lointains affluent également vers la zone tricontinentale depuis de multiples directions. Le conflit qui a commencé en 2023 au Soudan a entraîné un déplacement massif de personnes vers le sud du Tchad, et l'afflux de combattants soudanais en fuite, ainsi que de civils cherchant à se protéger, risque d'alimenter la demande régionale en armes. Parallèlement, la présence du groupe Wagner en RCA et ses efforts pour repousser les rebelles hors des zones stratégiques de l'ouest du pays ont encouragé les groupes armés à franchir les frontières avec le Tchad et le Cameroun afin d'établir des bases arrière, trouver un refuge temporaire et participer aux marchés criminels.⁷ Dans le sud du Tchad, les groupes rebelles qui se mobilisent contre le gouvernement militaire (dirigé par Mahamat Déby après la mort de son père en avril 2021) se sont regroupés le long de la frontière avec la RCA. Les groupes armés et l'Armée nationale tchadienne (ANT) mènent des incursions dans le nord de la RCA.⁸

Les profils de pays suivants offrent un résumé des conflits et des autres facteurs d'instabilité de chaque côté de la zone tricontinentale, ce qui permet de contextualiser la hausse de la demande en ALPC.

République centrafricaine

Depuis la prise du pouvoir par la coalition rebelle Séléka en mars 2013, un « pot-pourri » composé de groupes armés, de bandits, de milices d'autodéfense et de rebelles sévit en RCA.⁹ En 2020, une alliance de groupes rebelles coordonnés par le Président déchu François Bozizé (la Coalition des patriotes pour le changement, CPC) a attaqué la capitale Bangui. Ils ont été repoussés l'année suivante par une combinaison des forces armées de l'État (Forces armées centrafricaines, FACA), de mercenaires du groupe Wagner, de contingents rwandais et de casques bleus de l'ONU. La CPC s'est ainsi retrouvée considérablement affaiblie.

Les défaites militaires ont été aggravées par des tensions internes. Après avoir échoué à atteindre son objectif initial (empêcher les élections de 2020), la CPC a peiné à maintenir son unité, et certains analystes estiment que la coalition n'existe plus sur le papier.¹⁰ Les divisions internes se sont accentuées depuis que Bozizé, qui coordonnait les rebelles depuis son lieu d'exil au Tchad, a été chassé du pays en mars 2023. Sa relocalisation en Guinée-Bissau a réduit sa capacité à exercer un contrôle sur la CPC, ce qui a alimenté les contestations quant à l'orientation de la coalition.¹¹

Les groupes armés dans l'ouest de la RCA sont beaucoup moins en mesure de contrôler les mines, les routes ou des territoires donnés que leurs homologues dans l'est du pays. L'activité des groupes armés est désormais limitée dans le sud-ouest de la RCA. Le tableau est cependant plus contrasté dans le nord-ouest (la partie entre le Cameroun et la RCA de la zone tricontinentale), dans les préfectures de l'Ouham-Pendé et de la Nana-Mambéré. Ici, les groupes constitutifs de la CPC, en particulier Retour, Réclamation, Réhabilitation (3R), restent actifs. Le groupe 3R est cependant moins influent qu'il ne l'était à la fin des années 2010, en raison des activités menées par Wagner et des conflits entre ses dirigeants (voir le profil de 3R plus loin dans ce rapport). Malgré quelques attaques importantes en 2023, comme celle contre le poste de douane de Béloko en janvier,¹² la situation est plus stable qu'avant 2021.



La coalition rebelle Séléka a pris le pouvoir en République centrafricaine en 2013, transformant la région en un pot-pourri d'acteurs armés et favorisant le commerce illégal d'armes. © Pacome Pabandji/AFP via Getty Images

Selon les chauffeurs de camions qui empruntent la RN3 (une route essentielle pour le commerce entre Béloko, à la frontière camerounaise, et Bangui), la présence de Wagner a amélioré la sécurité sur la route en 2023.¹³ Les groupes composant la CPC sont néanmoins toujours actifs dans la zone tricontinentale et continuent à défier les forces étatiques et paramilitaires. Au cours des trois premiers trimestres de 2023, les groupes affiliés à la CPC ont été impliqués dans 53 incidents violents, contre 32 pour l'ensemble de l'année 2022.¹⁴

Plus au nord, dans la région de Bamingui-Bangoran, à la frontière tchadienne, les groupes affiliés à la CPC sont également les groupes non étatiques les plus actifs et continuent d'attaquer les forces militaires et les civils. Si les principales villes de la préfecture, comme Ndélé, sont sous le contrôle des FACA et de Wagner, la CPC et d'autres groupes armés non identifiés continuent de harceler les civils en se livrant à des contrôles, des extorsions, des pillages et des violences.¹⁵ Les provinces du nord connaissent également des tensions périodiques entre agriculteurs et éleveurs, en raison de la transhumance saisonnière en provenance du Tchad.¹⁶

La préfecture de l'Ouham, dans le nord, a été prise entre les feux croisés des forces tchadiennes et centrafricaines tout au long de l'année 2023. Les gouvernements de N'Djamena et de Bangui craignent que les groupes rebelles de leurs pays respectifs ne soient utilisés par leur voisin pour leurs propres objectifs de sécurité, ce qui incite les deux pays à mener des opérations et à renforcer les contrôles le long de la frontière pour tenter de décourager ce type de comportement.¹⁷ Les incursions de l'armée tchadienne à la mi-2023 auraient entraîné des harcèlements et des violences à l'encontre des civils à Lim-Pendé.

Tchad

Le sud du Tchad a une longue histoire de rébellion à l'égard du gouvernement central. Cette dynamique a été ravivée par la formation de nouveaux groupes rebelles entre 2021 et mi-2023. Plusieurs personnes interrogées ont établi un lien entre la résurgence de la rébellion dans le sud et l'instabilité politique qui a suivi la mort d'Idriss Déby.¹⁸ Elles ont notamment souligné la répression brutale des manifestations à N'Djamena en octobre 2022, au cours desquelles au moins 128 personnes ont été tuées et de nombreuses autres ont disparu alors qu'elles protestaient contre la prolongation de deux ans du régime de transition de Mahamat Idriss Déby Itno à la suite du décès de son père.¹⁹ Les manifestations ont été considérées comme un moment emblématique pour l'opposition politique et auraient conduit de nombreux jeunes à rejoindre des groupes rebelles.²⁰

Les groupes rebelles sont généralement divisés selon des lignes de fracture régionales et ethno-religieuses. Les sudistes se sont souvent sentis exclus de l'équation politique.²¹ Le président Félix Malloum, à qui une série de présidents nordistes ont succédé à compter de la fin de son mandat en 1979, a été le dernier président sudiste du Tchad.²² De nombreux sudistes accusent le gouvernement tchadien, dirigé par un président musulman, le général Mahamat Déby, de laisser la violence se développer dans le sud du pays, majoritairement chrétien, ravivant les craintes sécessionnistes.^{23,24} Ainsi, les jeunes sudistes sont principalement attirés par les groupes basés à la frontière sud du Tchad, du fait de leur proximité géographique et du peu de choses qu'ils ont en commun, sur le plan religieux ou culturel, avec les groupes basés dans la région nord du Tibesti ou en Libye.²⁵

La RCA accueille des groupes rebelles tchadiens depuis des décennies,²⁶ et si les chefs de plusieurs groupes ont été tués sous le régime d'Idriss Déby, quatre groupes restent particulièrement actifs dans le nord de la RCA, près de la frontière sud du Tchad (le Rassemblement populaire pour la justice et l'égalité du Tchad (RP-JET), le Mouvement pour la révolution du Sud du Tchad (MRST), le Mouvement pour la paix, la reconstruction et le développement, et l'Armée dynamique révolutionnaire du Sud (ADRS). Les deux premiers sont nettement mieux établis.

Il est difficile d'évaluer le nombre total de combattants dans ces groupes, étant donné le peu d'informations vérifiables, mais les estimations émanant de sources familières avec la région suggèrent un total cumulé de 2 000 à 3 000 membres du RP-JET et du MRST.²⁷ Un certain nombre de sources basées dans le sud du Tchad et le nord de la RCA indiquent que ces groupes ont été particulièrement actifs entre mai et juillet 2023,²⁸ et que



En octobre 2022, des affrontements ont éclaté dans la capitale tchadienne, N'Djamena, entre la police et des manifestants lors d'une manifestation interdite contre la mainmise de la junte au pouvoir. © AFP via Getty Images

leurs activités ont diminué par la suite.²⁹ Ce déclin peut s'expliquer par un renforcement de la présence de l'armée tchadienne à Gorée.³⁰

Si les groupes rebelles tchadiens représentent surtout une menace pour la sécurité du gouvernement tchadien, leur impact a également été ressenti par les civils en RCA. Dans la région de Touboro au Cameroun, l'augmentation des enlèvements, en particulier de fermiers, a été attribuée en partie aux rebelles tchadiens qui se replient de l'autre côté de la frontière avec le Tchad ou la République centrafricaine.³¹ Parallèlement, les meurtres de civils perpétrés par ces groupes,³² ainsi que leur implication rapportée dans des vols et des vols de bétail, font qu'ils n'ont pas le soutien de la population locale, que ce soit dans le sud du Tchad ou dans le nord de la RCA.³³

En réponse aux activités croissantes des groupes armés non étatiques, le gouvernement tchadien a renforcé la présence de ses forces de sécurité à la frontière,³⁴ et des soldats français auraient été aperçus dans le Logone-Oriental en avril 2023.³⁵ Le général Déby s'est rendu dans la région en mai 2023, soulignant l'inquiétude du gouvernement face à l'évolution de la situation dans le sud du Tchad, où sa légitimité, déjà faible, menace de s'effondrer.³⁶

Comme dans une grande partie de la région, la réponse militaire aux groupes armés non étatiques a multiplié les dommages causés aux civils. À titre d'exemple, l'impact sur les civils centrafricains dans la région de Paoua a été en grande partie aggravé par les activités de l'ANT à la poursuite des militants.³⁷ Interrogé en mai 2023, le député représentant Paoua a affirmé que les soldats de l'ANT faisaient de fréquentes incursions dans le nord de la RCA afin de traquer et de tuer les rebelles tchadiens du RP-JET.³⁸ Les soldats centrafricains auraient exigé que les rebelles partent d'eux-mêmes, mais le refus de ceux-ci a incité les Tchadiens à tenter de les expulser par la force, ce qui a donné lieu à des violences à l'encontre des civils ainsi qu'à des extorsions.³⁹ Selon le député représentant la commune de Mia-Pendé, des soldats de l'ANT ont exigé des habitants qu'ils présentent leur carte d'identité (un document que la plupart des habitants de la région ne possèdent pas, car son obtention nécessite de se rendre à Bangui) afin de prouver qu'ils n'étaient pas tchadiens. S'ils ne pouvaient pas présenter la carte, ils étaient contraints de payer 10 000 FCFA et de s'enfuir ou, dans certains cas signalés, ils étaient menacés de mort.⁴⁰ À ce moment-là, les activités des rebelles et les opérations de contre-insurrection au Tchad avaient entraîné le déplacement d'au moins 80 000 réfugiés tchadiens vers le nord de la RCA.⁴¹

Cameroun

La partie camerounaise de la zone tricontinentale a été moins touchée par les groupes rebelles nationaux que d'autres parties du pays.⁴² La province du Nord a cependant vu émerger un nouveau groupe rebelle, le Mouvement de Libération du Cameroun (MLC), à prédominance peule, depuis 2021, et une augmentation de l'activité des groupes dissidents de Boko Haram, Jama'atu Ahlis Sunnah lid-Da'awati wal-Jihad (Groupe engagé dans la propagation de l'enseignement du Prophète et du djihad, JAS) et de l'État Islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) en 2023. Le MLC a affronté à plusieurs reprises les forces antiterroristes camerounaises dans des zones proches du parc national de Bouba Ndjida, situé à proximité de la frontière avec le Tchad et la RCA, qui sert de refuge aux rebelles, aux bandits et aux braconniers dans la zone tricontinentale.⁴³

Le MLC a participé au braconnage illégal d'éléphants dans le parc de Bouba Ndjida, dans le sillon des milices soudanaises Janjaweed qui y chassent les éléphants pour financer leurs activités depuis vingt ans.⁴⁴ Si le MLC a été à l'origine d'un certain nombre d'attaques entre sa création en 2020 et la fin de l'année 2022, le groupe a été beaucoup moins actif en 2023, aucun incident violent n'ayant été commis au moment de la rédaction du présent rapport.⁴⁵ Les combattants de la zone tricontinentale s'engagent cependant fréquemment dans la criminalité armée ainsi que dans la lutte armée. Il est donc possible que les combattants du MLC se soient livrés à d'autres activités déstabilisantes, telles que des enlèvements.



Le braconnage illégal des éléphants dans le parc national de Bouba Ndjida au Cameroun finance les activités des groupes armés. © Brent Stirton/Getty Images Reportage

Parallèlement à la violence croissante de l'ISWAP et du JAS, un regain d'activité d'acteurs armés non identifiés dans la province du Nord, en particulier autour de Touboro et du Mayo-Rey, et dans les environs du parc national de Bouba Ndjida, a été observé. Ces acteurs se sont livrés à des enlèvements, des vols et des vols de bétail.⁴⁶

L'inquiétude du public face à l'escalade de l'insécurité dans la région du Nord ne cesse de croître. En octobre 2022, des manifestations ont eu lieu devant la sous-préfecture de Touboro pour dénoncer l'enlèvement de 435 personnes en l'espace de dix mois.⁴⁷ Les autorités locales affirment qu'au moins 70 personnes ont été enlevées pour rançon en l'espace de trois mois dans le département de Touboro.⁴⁸ Le 22 octobre 2023, un nouvel enlèvement de masse a eu lieu : 30 otages ont été kidnappés par des présumés coupeurs de route, dont des étudiants tchadiens et des ressortissants camerounais.⁴⁹ Des caches d'armes enterrées ont également été découvertes à de multiples reprises par les forces armées dans la région.⁵⁰

On ne sait pas si les individus qui composent ces groupes armés non identifiés sont camerounais ou originaires des États voisins, bien qu'il soit probable que des ressortissants des trois pays frontaliers soient impliqués. Il peut s'agir d'anciens ou d'actuels combattants rebelles, d'entrepreneurs violents ou même de soldats des forces armées nationales. En janvier 2022, après deux enlèvements dans le village de Mbilougui, au cours desquels cinq personnes au total ont été prises en otage, les forces camerounaises ont traqué une bande d'hommes armés. Suite à un échange de tirs, l'un des ravisseurs a été tué. Après examen de son arme et de ses papiers, elles ont constaté qu'il était membre des forces armées tchadiennes.⁵¹



APERÇU DU TRAFIC D'ARMES DANS LA ZONE TRIFRONTALIÈRE

Hausse de la demande, hausse des prix

Ces synthèses des conflits et de l'instabilité des trois côtés de la frontière montrent que les civils peuvent être affectés de bien des manières dans ces événements violents, que ce soit en tant que victimes de la violence politique ou des activités liées à la vente d'armes. De même, la concurrence entre éleveurs et agriculteurs autour de l'accès aux pâturages, à l'eau et à la terre devient de plus en plus militarisée et conduit à l'émergence d'un besoin perçu de recourir à l'autodéfense.⁵²

Les entretiens menés dans le cadre du présent rapport décrivent la hausse de la demande en ALPC entre 2021 et 2023, principalement à des fins d'autoprotection.⁵³ La persistance des conflits dans la zone trifrontalière, mais aussi dans les régions du bassin du lac Tchad et du Soudan, qui déchargent des ALPC, a conduit à l'accumulation d'un stock important d'armes récentes et anciennes dans la zone trifrontalière. Les ALPC – comme les combattants – sont souvent recyclées d'un conflit à l'autre, en fonction de la demande. Les armes légères sont une marchandise négociable, comme l'or, dont la valeur peut s'apprécier ou se déprécier. Elles peuvent être vendues en cas de besoin immédiat de liquide, ce qui en fait un investissement précieux pour les civils comme pour les groupes armés. Les groupes armés enterrent souvent des caches d'armes et de munitions et en notent les coordonnées pour les récupérer plus tard.⁵⁴ Ils peuvent ainsi acheter des ALPC ou des munitions supplémentaires lorsque les prix sont bas et être plus mobiles en cas d'attaques contre leurs positions contre leurs positions.

Le prix que les gens sont prêts à payer pour une arme à feu est un bon indicateur de la demande. Le salaire mensuel moyen dans la zone trifrontalière se situe entre 35 000 et 80 000 FCFA.⁵⁵ En supposant qu'un individu économise la moitié de son salaire mensuel maximum, il lui faudrait bien plus d'un an pour accumuler les fonds nécessaires à l'achat d'une arme de type Kalachnikov.⁵⁶



La demande en armes légères et de petit calibre augmente pendant la saison des pluies, lorsque les éleveurs de bétail sont entraînés dans des conflits concernant les pâturages. © Patrick Meinhardt/AFP via Getty Images

Les personnes interrogées ont également décrit les ALPC comme étant essentielles à la subsistance des populations et à leur capacité à protéger leurs biens. De nombreux civils empruntent de l'argent pour acheter des armes, certains auprès de sources informelles telles que des amis, des membres de la famille ou des prêteurs non réglementés, tandis que d'autres les achètent à crédit.⁵⁷

Un militaire tchadien a souligné que les civils de la zone tricontinentale avaient le sentiment de devoir posséder des armes à feu. Selon lui, les agriculteurs, les éleveurs et les commerçants « rêvent » de posséder une arme. Ils en achèteront à n'importe quel prix « pour protéger [leurs] biens parce que, dans cette région frontalière, la confiance est absente, étant donné que les hommes armés qui transitent par ici sont parfois plus nombreux que les habitants. Et ils sont prêts à faire usage de leurs armes. »⁵⁸ Après tout, comme l'a dit une autre personne interrogée, « la sécurité n'a pas de prix ».⁵⁹

Les prix des ALPC semblent fluctuer en fonction de l'intensité des conflits : l'augmentation de la demande en armes fait grimper les prix. Les prix des armes ont globalement augmenté dans la zone tricontinentale entre 2021 et 2023, sous l'effet conjugué de la montée de la violence et de l'injection limitée de nouvelles armes sur le marché.⁶⁰ Le rapport de février 2023 du groupe d'experts des Nations Unies sur la RCA a noté qu'en 2022, l'instabilité croissante au Tchad et au Soudan avait intensifié la demande et la concurrence autour des ALPC, réduisant ainsi leur disponibilité en RCA et augmentant en fin de compte les prix.⁶¹ Les prix des ALPC suivent également des variations saisonnières, avec des pics de demande pendant la saison des pluies, lorsque les éleveurs de bétail se retrouvent mêlés à des conflits concernant les pâturages.⁶²

Dans d'autres régions, comme le Darfour au Soudan, les fluctuations importantes des prix ont encouragé les habitants et les groupes armés à stocker des armes et des munitions lorsque les prix sont bas afin de se préparer à de futurs conflits.⁶³ Cette tendance au stockage est dangereuse dans la mesure où des provocations mineures peuvent entraîner l'armement et la mobilisation rapides d'individus cherchant à

riposter.⁶⁴ Bien qu'il ne soit pas certain que la zone tricontinentale subisse un tel phénomène, des fluctuations de prix similaires y ont été observées. Un suivi de cette tendance s'impose donc.

La plupart des participants ont souligné la facilité d'accès aux ALPC. Un éleveur arabe qui opère dans la zone tricontinentale a déclaré à la GI-TOC que les ALPC étaient le produit le plus consommé dans la région et qu'on pouvait acheter par téléphone une arme à feu de n'importe quelle qualité en moins de cinq heures. « Les gens s'en procurent tous les jours et rapidement, » a-t-il déclaré. « Les ventes d'armes ont augmenté parce que tout le monde veut une arme, parfois pour les revendre à d'autres personnes dans d'autres pays. » Selon lui, la principale motivation est l'autodéfense : « Les conflits [...] entre éleveurs et agriculteurs se multiplient, et tout le monde veut se protéger. C'est le problème majeur qui pousse chacun à se préparer au conflit. »⁶⁵

De nombreux membres de la communauté (qui achètent souvent eux-mêmes des ALPC) voient donc les marchands d'armes d'un très bon œil et considèrent qu'ils contribuent à leur sécurité, même si la prolifération des armes à long terme tend à aggraver l'insécurité.⁶⁶ Cette tendance a été observée dans d'autres régions, telles que le Nigéria, où la demande en armes dans un but d'auto-protection est importante.⁶⁷

Le marché des ALPC jouit d'une grande légitimité auprès de la population, ce qui réduit la probabilité de voir les petits trafiquants d'armes signalés ou appréhendés. Les mesures proactives pour réglementer ou contrôler la distribution d'armes sont découragées par la réticence des communautés. Dans ce cercle vicieux, la disponibilité des armes s'accroît et l'insécurité qui en découle aussi.

Les armes à feu les moins chères disponibles sur le marché sont les fusils d'assaut de type Kalachnikov, dont les prix varient en fonction de la demande, de la qualité, de la marque (russe ou chinoise) et de l'âge (voir figure 2).

TYPE D'ALPC	PRIX (EN FCFA)
Type Kalachnikov (fusil d'assaut)	50 000–100 000
IWI Galil ACE (fusil d'assaut)	80 000–130 000
Browning Hi-Power (pistolet semi-automatique). Appelé localement « Le Belgicain » (mélange de « belge » et « d'américain » en français) ⁶⁸	1 million–1,5 million
Gourloun (arme artisanale)	20 000–35 000

FIGURE 2 Types et fourchettes de prix des ALPC dans la zone tricontinentale, mai 2023.

REMARQUE : Les données relatives aux prix sont basées sur des entretiens réalisés avec 12 parties prenantes entre avril et juin 2023⁶⁹

Si la plupart des ALPC conventionnelles (c'est-à-dire non artisanales) disponibles dans la zone tricontinentale sont des armes de seconde main (vieilles de cinq à trente ans),⁷⁰ les armes obtenues auprès des militaires ont tendance à être presque neuves. De même, les *gourlouns* (armes artisanales) ont tendance à être vendus neufs. Le marché des ALPC dans la zone tricontinentale se caractérise notamment par l'éclectisme des armes à feu disponibles, mais elles sont généralement plus anciennes. En témoigne l'analyse ci-après des armes à feu en RCA.

Achat d'armes à feu en République centrafricaine

Au cours de leurs recherches sur le terrain, les chercheurs de la GI-TOC se sont procurés des photographies d'un échantillon d'ALPC en vente dans deux boutiques clandestines situées dans des maisons privées (l'une à Bemal, au nord de Paoua dans la préfecture d'Ouham-Pendé, et l'autre à Baoro, à l'est de Bouar dans la préfecture de Nana-Mambéré). Les clients cherchant à acheter des armes sont mis en relation avec le vendeur par l'intermédiaire de contacts. Ils se rendent ensuite en personne dans le magasin ou choisissent à l'avance une arme à feu à partir d'un catalogue de photos et rencontrent le vendeur ou un coursier à un autre endroit.



Grenades à main de type 82-2 fabriquées en Chine (à gauche) et fusils d'assaut de type 56 (à droite) découverts à la vente dans des magasins clandestins en République centrafricaine.

Photo : GI-TOC



Trois chargeurs de type AK (à gauche) et un pistolet mitrailleur MAT-49 (à droite) trouvés dans des magasins d'armes clandestins en République centrafricaine.

Photo : GI-TOC

La GI-TOC a collaboré avec Conflict Armament Research pour analyser les armes légères et de petit calibre figurant sur les photographies. Conflict Armament Research est une organisation spécialisée dans l'identification et le traçage des ALPC et de leurs chaînes d'approvisionnement. Elle tient à jour une base de données sur les ALPC identifiées et documentées dans le monde entier, ce qui lui permet de comparer des ALPC nouvellement identifiées avec les données antérieures relatives à une région donnée.

Il ressort de l'analyse de Conflict Armament Research, après comparaison avec l'ensemble de ses

MAGASIN DE BAORO

Un pistolet mitrailleur MAT-49, de fabrication française. L'année de fabrication présumée est 1970-1975.

Deux grenades à main de type 82-2 fabriquées en Chine. Possiblement fabriquées en 2006, et susceptibles d'avoir été détournées des stocks des FACA.

Deux grenades offensives RG-4. Fabriquées en République tchèque en 1981.

Une grenade à fragmentation de type F1, sans détonateur. La date et le fabricant sont inconnus.

Quatre grenades à main non identifiées, avec des leviers de déclenchement et des goupilles de sécurité fixées par du ruban adhésif. La date et le fabricant sont inconnus.

Une cartouche de munitions pour mitrailleuse lourde, probablement compatibles avec un système de mitrailleuse lourde monté, par exemple, sur un pick-up. La date et le fabricant sont inconnus.

77 cartouches de 7,62 x 39 mm. 23 munitions de petit calibre, dont des munitions de 7,62 x 39 mm et potentiellement d'autres types. Entre 3 et 7 chargeurs de type AK. La date et le fabricant sont inconnus.

MAGASIN DE BEMAL

Un fusil d'assaut de type 56 fabriqué en Chine par Qinghua Machine Tool. La date de fabrication est inconnue.

Un fusil d'assaut de type 56-2 fabriqué en Chine par Jianshe Machine Tool. La date de fabrication est inconnue.

Une carabine à verrou non identifiée, qui a probablement été fabriquée pour la chasse et le tir récréatif, et non pour la défense. La date et le fabricant sont inconnus.

Trois types de chargeurs de type Kalachnikov avec cartouches de 7,62 x 39 mm, adaptés aux fusils de type 56 et 56-2. La date et le fabricant sont inconnus.

FIGURE 3 Échantillon d'ALPC disponibles dans les boutiques d'armes clandestines en République centrafricaine, 2023.

données, que la majorité des ALPC documentées sur ces photographies sont typiques des marchés illicites dans la zone tricontinentale et, plus largement, en Afrique centrale et de l'Ouest. Si certaines ALPC n'avaient pas été identifiées auparavant en RCA (par exemple, le pistolet mitrailleur MAT-49 et la grenade à fragmentation F1), elles l'avaient été ailleurs dans la région. Les armes anciennes telles que le MAT-49 semblent circuler sur différents champs de bataille au fil des ans.

L'assortiment éclectique d'ALPC et de munitions disponibles est caractéristique du marché illicite, en particulier de celui qui approvisionne les civils. Cette variété est le reflet d'une disponibilité changeante des armes, les stocks combinant armes anciennes et armes plus récentes provenant de trafics, de saisies ou de ventes clandestines d'armes prélevées dans des stocks officiels d'ALPC. Au moins 80 fusils de type 56, un modèle couramment utilisé par les forces de sécurité en Afrique centrale et de l'Ouest, ont été recensés en RCA par Conflict Armament Research, ce qui suggère que ce fusil a probablement été détourné des stocks officiels.

La diversité des sources d'approvisionnement en ALPC utilisées par les trafiquants et les revendeurs dans la zone tricontinentale peut contribuer à expliquer les contenus les plus inhabituels des magasins et les circonstances de leur acquisition. Par exemple, une cartouche de munitions pour mitrailleuse lourde ne serait ainsi généralement pas utile pour des groupes criminels ou des civils, ce qui indique qu'elle provient d'une source militaire. La grenade F1 identifiée sur les photographies ne peut être utilisée sans détonateur. Il se peut donc qu'elle ait été saisie dans une armurerie sans les fusibles (qui sont généralement stockés séparément pour des raisons de sécurité). Les armes documentées ici témoignent des risques de sécurité liés au stockage d'armes de cette manière, les grenades étant particulièrement exposées au risque d'explosions incontrôlées. ■

Sources et modes d'approvisionnement

Il existe deux sources principales d'approvisionnement commercial en ALPC dans la zone tricontinentale : les ALPC importées de l'extérieur de la région et les ALPC déjà en circulation dans la région.

Les ALPC conventionnelles peuvent être mises en circulation de différentes manières.⁷¹ Une part importante est détournée des stocks officiels. Ces armes peuvent être volées sur des sites militaires, saisies lors d'affrontements avec les forces armées et même être vendues directement à des civils par le personnel militaire. Lors d'une discussion sur l'armée centrafricaine, un fonctionnaire camerounais a fait le commentaire suivant : « Les FACA viennent toujours au Cameroun lorsqu'ils ont faim. Ils vendent leurs armes à n'importe qui. Les armes finissent par proliférer et être utilisées à des fins criminelles. »⁷²

Les armes légères et de petit calibre trafiquées vers la zone tricontinentale depuis l'extérieur de la région proviennent souvent de la Libye et du Soudan.⁷³ Ces flux d'armes ne se limitent pas aux ALPC. On trouve également des mines conventionnelles en provenance de la Libye.⁷⁴ Le Soudan est depuis longtemps un fournisseur d'armes en gros pour la zone tricontinentale. Selon le rapport de février 2023 du groupe d'experts des Nations Unies sur le Soudan, le volume et la variété des ALPC et des munitions disponibles au Darfour ont considérablement augmenté par rapport aux missions précédentes de 2021 et 2022.⁷⁵ En cause, les activités des trafiquants d'armes transfrontaliers tchadiens, libyens et sud-soudanais, et le siphonage continu des stocks du gouvernement soudanais et les ventes des groupes armés revenant des combats en Libye.⁷⁶

Ces pics d'offre se retrouvent généralement sur les marchés de la zone tricontinentale. En 2018, des trafiquants d'armes soudanais auraient profité des campagnes de collecte d'armes menées par le gouvernement soudanais au Darfour pour amasser des ALPC et des munitions auprès de combattants soudanais et les vendre à des groupes armés dans le nord de la RCA.⁷⁷ Musa Hilal, un important chef de milice arabe du Darfour dont l'influence s'étend jusqu'à la Libye, jouerait un rôle clé dans le trafic d'armes du Soudan vers la République centrafricaine.⁷⁸



Le groupe rebelle 3R en République centrafricaine utiliserait des armes détournées des stocks du gouvernement libyen lors de la révolution de 2011. © Reuters/Baz Ratner

On observe également un afflux constant d'armes légères et de petit calibre trafiquées en provenance du nord-ouest de la zone tricontinentale. Des armes utilisées au cours des violences intercommunautaires au Nigéria, des insurrections dans le bassin du lac Tchad et du conflit séparatiste ambazonien dans le nord-ouest et le sud-ouest du Cameroun circuleraient également dans la zone tricontinentale. Les ALPC provenant du conflit au Cameroun font l'objet d'un trafic important du Nigéria vers le Cameroun, d'où elles peuvent être revendues.⁷⁹ Bien que la région fasse principalement office de marché de destination pour les armes provenant du Soudan et de la Libye, certaines sources indiquent qu'elle tient également lieu de plaque tournante de transit, reliant les marchés libyens et soudanais à des destinations aussi éloignées que le sud du Nigéria.⁸⁰

Les vendeurs d'armes interrogés par la GI-TOC ont déclaré que les militaires figuraient parmi les principaux fournisseurs d'ALPC dans la zone trifrontalière.⁸¹ Des armes fournies aux forces de sécurité de l'ANT et de la République démocratique du Congo (RDC), par exemple, ont été identifiées comme étant en circulation en RCA.⁸²

Le commerce d'armes de l'ANT en RCA est documenté depuis plusieurs décennies ; en 1998, alors qu'ils transitaient par le pays après avoir combattu en RDC, environ 2 000 soldats tchadiens ont vendu une quantité inconnue d'armes à la population locale.⁸³ En effet, certains ont attribué la croissance des *zarginas* (bandits) dans le nord de la RCA au commerce d'armes de l'ANT dans le pays.⁸⁴

Selon un habitant ayant des contacts parmi les militaires de la région, les membres actuels de l'ANT peuvent disposer à tout moment de 30 à 50 armes non enregistrées. De nombreux militaires ont investi dans le bétail et sont donc désireux de fournir des armes aux éleveurs afin qu'ils puissent protéger leurs biens.⁸⁵ Ils vendraient dans d'autres cas des armes à feu saisies lors de raids ou à la suite d'une confrontation armée.⁸⁶ C'est probablement un facteur majeur expliquant le nombre élevé d'ALPC qui restent en circulation,⁸⁷ malgré (ou peut être à cause) des opérations de désarmement de l'ANT dans la région, telles que celles actuellement en cours à Pala.⁸⁸

Outre les militaires, les marchands d'armes ont identifié un réseau d'autorités administratives, de bandits, de douaniers et de groupes rebelles qui contribuent à l'introduction d'armes dans la région. Ils ont décrit des réseaux d'au moins deux douzaines de personnes, souvent composées de ressortissants de diverses

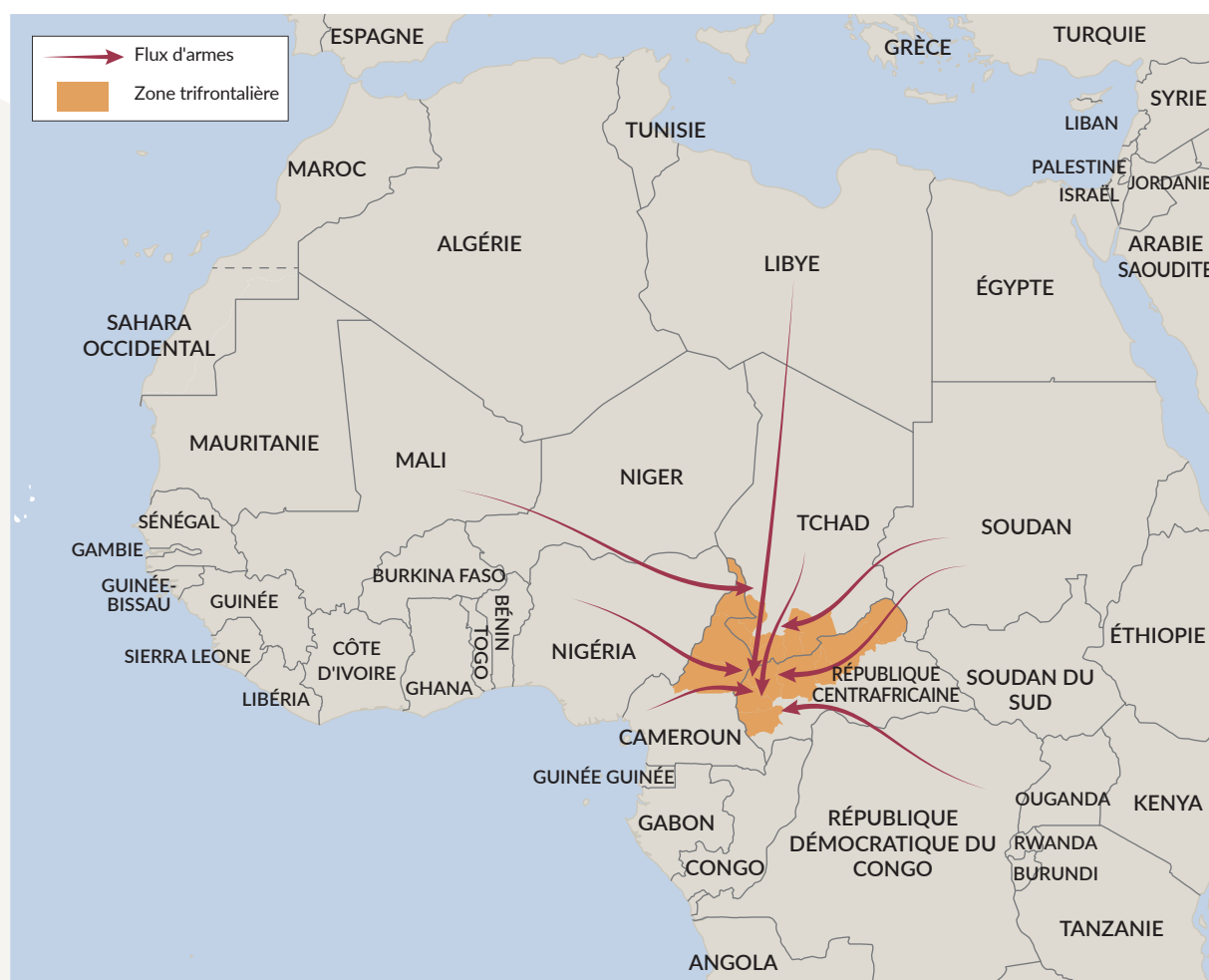


FIGURE 4 Flux d'armes dans la zone trifrontalière entre le Tchad, le Cameroun et la République centrafricaine.

nationalités (Libyens, Soudanais, Tchadiens, Centrafricains, Camerounais, Nigériens et Nigériens). Selon eux, chaque maillon de la chaîne géographique se concentre sur un aspect : l'achat, la vente ou le transport.⁸⁹ Ces réseaux peuvent contribuer à expliquer comment des approvisionnements en provenance d'Afrique du Nord arrivent dans la zone tricontinentale. Le groupe rebelle 3R en RCA utiliserait par exemple des mines PRB M3 belges, détournées des stocks du gouvernement libyen pendant la révolution de 2011, qui sont encore largement utilisées par les groupes armés dans tout le Sahel.⁹⁰

Dans la zone tricontinentale, les ALPC peuvent être trafiquées de plusieurs manières, de convois organisés de camions transportant uniquement des armes et des munitions aux expéditions dans lesquelles de plus petites quantités d'armes à feu (jusqu'à 15) sont dissimulées parmi d'autres marchandises.⁹¹ Les plus petits volumes de ce type sont souvent dissimulés dans des sacs contenant des produits agricoles entrant et sortant de cette région riche en cultures (arachides, maïs et haricots, par exemple).

Au Cameroun, les chauffeurs de motos-taxis travaillant dans les villes frontalières semblent être actifs dans ce type de contrebande d'armes de petite quantité. Selon un chercheur sur le terrain dans la région du nord, ce type de trafic implique généralement des armes légères, notamment des « AK-47, des pistolets automatiques dans de rares cas, des fusils de chasse et des armes artisanales », qui sont dissimulés dans des sacs de maïs, transportés par des bêtes de somme ou dans des bagages personnels.⁹² Dans d'autres cas, des ALPC de contrebande ont été découvertes dans des fagots de bois de chauffage.⁹³ Au fil du temps, ces petits volumes fréquents peuvent en venir à représenter un nombre important d'armes.⁹⁴

Les conditions météorologiques jouent également un rôle dans le calendrier et les méthodes de transport transfrontalier d'armes. La saison des pluies (qui s'étend approximativement de mai à juin) rend de nombreuses routes inaccessibles aux véhicules gouvernementaux, ce qui permet aux groupes armés de transporter des ALPC à moto, à cheval ou à dos d'âne.⁹⁵



Les combattants anti-balaka en République centrafricaine étaient à l'origine principalement équipés d'armes artisanales, mais aujourd'hui, ils sont de plus en plus nombreux à porter des armes légères et de petit calibre industrielles. © Reuters/Baz Ratner

La présente étude n'a pas identifié de marchés ouverts spécifiques dans la région où les ALPC illicites sont proposées à l'achat.⁹⁶ Les processus documentés par la GI-TOC impliquent des clients qui rencontrent les vendeurs d'ALPC directement et discrètement. Il existerait par exemple, du côté centrafricain de la zone tricontinentale, un dépôt clandestin d'ALPC dans un village situé à proximité de Baoro, dans la Nana-Mambéré.⁹⁷ Les jeunes se rendraient dans ce dépôt pour acheter des armes à feu, non pas pour les utiliser, mais pour les remettre au programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR) mis en œuvre par la mission de maintien de la paix, la MINUSCA. Se faire passer pour un combattant rebelle démobilisé leur permet d'accéder à des ressources et à des formations.⁹⁸

Plusieurs personnes interrogées ont indiqué que les grands marchés aux bestiaux, stratégiquement situés près des frontières, sont utilisés pour le commerce de produits illicites, notamment les ALPC ainsi

que les stupéfiants. Les marchés les plus importants sont ceux de Mbaimboum au Cameroun, de Betoko et de Bocaranga en RCA, de Bitoye et de Roro au Tchad, bien qu'il y en ait beaucoup d'autres en activité.⁹⁹ Les groupes rebelles et les bandits sont connus pour fréquenter ces marchés afin de s'approvisionner.

Le marché des armes artisanales se développe

Ces trois pays frontaliers fabriquent des armes artisanales de longue date, mais cette production a augmenté à un rythme sans précédent dans la région sous le coup de la hausse des prix des ALPC conventionnelles et de l'accélération de la demande.^{100, 101}

Parmi les armes à feu artisanales figurent celles fabriquées à partir de zéro et les imitations d'armes à feu transformées. La production et la vente d'armes artisanales, connues localement sous le nom de *gourloum*, seraient principalement portées par les agriculteurs désireux de défendre leurs terres et leurs communautés contre les éleveurs armés.¹⁰² Les agriculteurs ont souvent recours à l'achat d'armes auprès de chasseurs locaux, qui ont l'habitude de produire des armes à feu artisanales bon marché.¹⁰³

En 2018, de nombreux locaux de fabrication artisanale ont été découverts dans des camps de personnes déplacées en RCA et à proximité de ceux-ci.¹⁰⁴ Le rapport de décembre 2018 du groupe d'experts des Nations Unies sur la RCA a souligné que les munitions pour la chasse, qui sont souvent utilisées dans les armes à feu artisanales, étaient importées du Congo et de la RDC, mais aussi d'États membres de l'UE, en violation d'un embargo sur les armes décrété par les Nations Unies.¹⁰⁵ Le même type de munitions a également été trouvé dans les réserves naturelles du pays, ce qui laisse penser qu'elles sont également utilisées par les braconniers.¹⁰⁶

Bien que les armes à feu artisanales ne soient pas aussi efficaces ou mortelles que les armes industrielles, leur rôle de catalyseur de la violence ne doit pas être sous-estimé. Au début, les combattants anti-balaka en RCA¹⁰⁷ étaient principalement équipés d'armes artisanales et de munitions de chasse en RCA bien qu'aujourd'hui, ils sont de plus en plus en possession d'ALPC industrielles.¹⁰⁸



L'ABONDANCE D'ARMES LÉGÈRES ET LES VIOLENCES OPPORTUNISTES DANS LA RÉGION TRIFRONTALIÈRE

L'un des aspects remarquables de la violence dans la région trifrontalière est la fluidité des identités de certains acteurs. L'histoire mentionnée plus haut, dans laquelle un soldat tchadien a été impliqué dans un enlèvement, en est un exemple éloquent. Les membres de groupes armés non étatiques, notamment s'ils ont été dispersés ou s'ils ne se livrent pas activement à des violences politiques, utilisent leurs armes à feu pour commettre des crimes violents. Nos chercheurs ont entendu de nombreux témoignages d'individus armés, y compris d'insurgés et d'anciens soldats, qui tirent parti de la sécurité relative offerte par les camps de personnes déplacées pour se cacher et dissimuler leurs armes, afin de se livrer à des actes criminels opportunistes et violents. Comme l'a fait remarquer un responsable camerounais de la sécurité :

D'anciens membres des FACA [forces armées centrafricaines] sont impliqués dans ces agissements, tandis que d'autres sont des rebelles. Surtout maintenant qu'ils sont chassés par Wagner, qui les traque tout au long de la frontière. Ils s'enfuient ici, se cachent avec leurs armes et les utilisent pour commettre des crimes. Dans le camp de Gado Badzere, certaines personnes sont d'anciennes recrues des FACA. Il se peut qu'ils aient fui les rebelles et emporté leurs armes avec eux. Ces camps ne sont plus sous notre contrôle, et lorsque ces anciens membres des FACA arrivent, ils peuvent enterrer leurs armes. Ils les déterrent ensuite et les utilisent pour commettre des crimes la nuit.¹⁰⁹

S'il n'est pas surprenant que les gens cherchent à s'armer dans des circonstances instables, comme le montrent les données relatives à la région trifrontalière, le fait est que plus le nombre de propriétaires d'armes à feu est grand, plus le nombre de criminels opportunistes potentiels augmente également. Dans certaines régions d'Afrique de l'Ouest, les conflits et certaines formes de criminalité violente ont augmenté parallèlement (et souvent en conséquence l'une de l'autre). L'une des principales raisons en est l'augmentation de la disponibilité des ALPC, facilitée par le déclenchement d'un conflit.

Les acteurs armés exploitent la sécurité relative offerte par les camps de personnes déplacées pour se cacher et dissimuler leurs armes. © Reinnier Kaze/AFP via Getty Images



Dans cette section, des exemples de cette violence opportuniste dans la région tricontinentale seront examinés, afin de voir comment ils peuvent représenter un risque plus large pour la stabilité.

Profil d'acteur : 3R

Le groupe Retour, Réclamation, Réhabilitation (3R), l'un des principaux groupes constitutifs de la coalition rebelle CPC, a été très actif dans la zone tricontinentale en 2023. Formé en 2015, le groupe 3R a pris le contrôle effectif de certaines parties de l'Ouham, de l'Ouham-Pendé et du nord de la Nana-Mambéré en RCA entre 2016 et 2021, en lançant des attaques contre les forces armées de l'État et les mercenaires du groupe russe Wagner qui lui sont alliés. Il a également lancé des attaques dévastatrices contre les populations civiles au cours de cette période, comme en témoigne le meurtre de 50 civils dans l'Ouham-Pendé, le 21 mai 2019. Toutefois, sa capacité et sa légitimité ont été sérieusement ébranlées après la mort du chef du groupe, Bi Sidi Souleymane (plus connu sous le nom de Sidiki Abbas), en mars 2021.¹¹⁰

À son apogée, le groupe 3R avait acquis une légitimité et gagné le soutien des éleveurs de bétail en leur offrant une protection contre le vol de bétail et les enlèvements. Il tire son nom de la promesse faite aux bergers peuls de garantir leur retour en RCA. Moyennant le paiement d'une taxe appelée *tchoffal* en fulfulde (la langue des Peuls) dans ses zones d'influence au nord-ouest de la RCA, le groupe 3R a ainsi assuré une certaine stabilité aux éleveurs dans les zones riches en pâturages situées le long de la frontière camerounaise, en récupérant le bétail volé et les victimes d'enlèvement.

Après le décès de Sidiki Abbas, le général Sembé Bobbo a pris la tête du groupe 3R en mars 2021, marquant un changement dans les activités de 3R. Une deuxième faction est apparue après la mort d'Abbas, dirigée par Siwo Tchirgou. Elle a contribué à une certaine division du groupe et à la cartographie instable de groupes armés dans la zone tricontinentale. Suite à des pertes territoriales substantielles imputables aux forces de sécurité et à la chute de ses revenus qui en a découlé, le groupe 3R a été contraint d'étendre son implication dans des activités illicites. Mais le recours à une fiscalité plus lourde, à la violence et à la prédation sur la population civile s'est fait au détriment du soutien local.¹¹¹

Outre les hausses arbitraires du *tchoffal* exigé des Peuls en RCA, les éleveurs du Cameroun et du Tchad auraient également été taxés pour pouvoir accéder aux pâturages situés sur le territoire de 3R. Les recettes s'étant tariées, le groupe aurait recommencé les raids contre les communautés locales et se serait davantage impliqué dans les enlèvements à la frontière camerounaise, où il n'exerce pas un rôle de gouvernance aussi important.¹¹² En octobre 2022, six ravisseurs que l'on pensait être des combattants de 3R ont été arrêtés par les forces armées camerounaises dans la région d'Adamaoua (dans la région tricontinentale) après avoir exigé des rançons en échange d'otages. Les forces armées ont également trouvé une cachette de fusils de type kalachnikov lors de l'arrestation.¹¹³ ■

Le bétail, point de mire

Le bétail est devenu l'objet de crimes violents dans toute l'Afrique de l'Ouest et centrale, y compris dans la zone tricontinentale, pour deux raisons essentielles. Le bétail est un bien économique majeur dans la région. Il est donc souvent considéré comme un investissement logique pour les personnes qui en ont les moyens. Les troupeaux sont de fait de plus en plus nombreux. De même, l'élevage de troupeaux est devenu une source de tensions sociales intenses. Ces tensions découlent d'un ensemble complexe de facteurs, notamment des politiques d'utilisation des terres qui tendent à désavantager les éleveurs, de la pression sur les ressources naturelles aggravée par la crise climatique, des frictions géopolitiques liées à la transhumance transfrontalière et des dommages causés aux cultures arables par les grands troupeaux migrateurs.¹¹⁴

Toutes ces tensions ne sont pas nouvelles, et les conflits à petite échelle entre éleveurs et agriculteurs font partie de la vie de la région depuis des décennies. Toutefois, les éleveurs ont le sentiment (à juste titre) d'être davantage menacés en raison d'un ensemble récent de pressions (politiques, climatiques, etc.). Ces tensions accrues ont incité nombre d'entre eux à s'armer sur leurs routes migratoires.¹¹⁵

L'entrée de nouveaux acteurs économiques majeurs dans le secteur de l'élevage depuis 2014 environ a contribué à la militarisation croissante de la transhumance. Les néo-éleveurs sont des personnes influentes, notamment des militaires, des hommes politiques, des fonctionnaires et des commerçants, qui ont réalisé des investissements substantiels dans le secteur de l'élevage, déléguant la responsabilité de la gestion des troupeaux à des bergers salariés, généralement d'origine musulmane, peule ou arabe.¹¹⁶ Ces nouveaux venus, principalement des élites urbaines, considèrent souvent l'élevage comme une entreprise économique plutôt que comme une pratique culturelle. Leurs troupeaux sont généralement beaucoup plus grands que ceux des éleveurs traditionnels et, compte tenu de leur valeur monétaire élevée, les bergers employés pour les mener sur ces routes migratoires sont beaucoup plus susceptibles d'être armés.¹¹⁷

Un militant de la société civile centrafricaine a expliqué que les bergers armés s'étaient enhardis et étaient plus susceptibles d'ignorer l'impact qu'ils avaient sur les agriculteurs et de rejeter les moyens traditionnels de résolution des conflits. « Depuis cinq ans environ, il y a ce phénomène de bergers armés qui viennent sur tout le territoire. Ils s'imposent, ne paient pas pour les dégâts causés par leurs bœufs qui écrasent tout et ils ne régularisent rien. »¹¹⁸

La montée des tensions et la valeur croissante de troupeaux de plus en plus conséquents ont conduit à l'émergence d'un nouveau phénomène qu'est le vol de bétail dans la zone tricontinentale. Si les petits vols de bétail sont une pratique ancienne, certains vols de bétail sont aujourd'hui commis à grande échelle et au moyen d'armes. Par exemple, à Djohong, au Cameroun, en 2022, six troupeaux ont été saisis par des voleurs de bétail, qui auraient commencé à emmener le bétail vers le nord, en direction du Nigéria.¹¹⁹



Les tensions accrues ont incité de nombreux éleveurs à s'armer sur les routes de migration. © Reuters/Goran Tomasevic

Ce type de vol de bétail à grande échelle est préoccupant. Ailleurs en Afrique de l'Ouest, comme au Mali central et au Nigéria, compte tenu de l'organisation et de l'expérience nécessaires, ce sont généralement les groupes armés qui sont responsables de vols conséquents de plusieurs troupeaux.¹²⁰ Si le vol d'un petit nombre de têtes de bétail est un problème pour les éleveurs, le vol d'un troupeau entier peut porter un coup dévastateur à leurs moyens de subsistance, entraînant des déplacements forcés ou des représailles violentes.

Ces vols dévastateurs permettent par ailleurs aux groupes armés de se présenter comme les défenseurs potentiels des éleveurs, comme ce fut le cas en RCA avec le groupe 3R, contribuant ainsi à la légitimité du groupe armé aux yeux de la communauté. Cette légitimité locale rend les groupes armés plus difficiles à déloger d'un territoire et, en fin de compte, à vaincre.

Des ravisseurs organisés

Si le nord-est du Cameroun (provinces de l'Adamaoua et du Nord) a été moins touché par les activités des groupes armés que l'Extrême Nord, les habitants de la région s'inquiètent de plus en plus de la professionnalisation et de la multiplication des enlèvements à grande échelle. La ville de Touboro, en particulier, a été le théâtre d'enlèvements massifs, avec des dizaines de personnes kidnappées en même temps. Plus de 30 personnes ont été enlevées lors d'un seul et même incident à Touboro en octobre 2023. Cela s'est passé un an après les manifestations qui ont eu lieu à Touboro, les habitants ayant constaté l'enlèvement de 435 personnes en l'espace de dix mois.¹²¹

Les enlèvements contre rançon ne sont pas nécessairement distincts des vols de bétail dans la zone tricontinentale. Les mêmes acteurs sont souvent impliqués et les deux délits peuvent être commis au cours d'un même incident. En 2022, cinq familles ont été enlevées avec leur bétail à Ngang'ha, au Cameroun, avant d'être libérées par les autorités à la suite d'un signalement des comités de vigilance civils.¹²²

Outre l'ampleur des enlèvements, deux autres facteurs sont préoccupants. Le premier est l'apparente professionnalisation de la pratique, au point que des individus sont connus pour être des ravisseurs à l'échelle locale. Comme l'a décrit un chercheur résident, les habitants des grandes villes de Ngaoundéré, Touboro et Meinganga ont désormais peur de dénoncer les ravisseurs connus dans la région en raison de leur richesse et par crainte de représailles : « Quand on les dénonce, ils sont arrêtés, vont en prison, et dès qu'ils sortent, ceux qui les ont dénoncés sont en danger. »¹²³

Le second facteur est l'accès apparent à des armes plus sophistiquées. « Ils se sont procurés les armes de guerre au Tchad, dont la plupart sont des kalachnikovs. Ces ravisseurs opèrent sur rendez-vous et enterrent ensuite les armes dans la brousse. »¹²⁴ En effet, les autorités camerounaises ont recouvré quatre fusils d'assaut de type kalachnikov à Ngoura en 2022. Ces armes ont été reliées à un groupe de bandits locaux réputés commettre des enlèvements.¹²⁵

Dans le sud du Tchad, la situation est similaire. Deux enfants victimes d'un enlèvement très médiatisé à Pala en avril 2023 ont indiqué que leurs ravisseurs disposaient d'armes nouvelles et sophistiquées, suspectées de provenir des forces armées tchadiennes. Les victimes auraient été détenues dans le parc national de Sena Oura qui, avec le parc de Bouba Njida, relie le Tchad au Cameroun. Cette zone, qui s'étend sur environ 2 700 kilomètres carrés (soit une superficie équivalente à celle du Luxembourg), est devenue une base pour les *zarginas*, les kidnappeurs et les rebelles.¹²⁶

Les recherches menées par la GI-TOC ailleurs dans la région ont souligné l'impact dévastateur des enlèvements sur les communautés locales et le rôle qu'ils peuvent jouer à la fois comme source de financement pour les groupes armés et comme moyen de gouvernance de type mafieux, lorsqu'ils sont utilisés pour contraindre les communautés, recueillir des renseignements ou recruter de force de nouveaux membres.¹²⁷ Le suivi des tendances dans les cas d'enlèvement offre donc des informations essentielles sur l'évolution des dynamiques des économies illicites de la région.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

En étudiant les données recueillies sur l'état actuel du trafic d'armes et du marché des ALPC, le présent rapport s'est employé à explorer les dynamiques en jeu dans la région tricontinentale instable à la croisée du Tchad, du Cameroun et de la République centrafricaine. La situation géographique et le contexte sociopolitique particuliers de la région, associés à une demande croissante d'ALPC, ont favorisé l'émergence d'un marché florissant pour les ALPC importées, détournées et fabriquées localement.

La situation est tendue. La présence d'une myriade de factions rebelles dans la région, chacune ayant ses propres objectifs et alliances, ajoute à la complexité et à l'imprévisibilité de la situation. Les groupes armés, les trafiquants d'armes et les bandes criminelles venues des pays voisins exploitent même les zones relativement stables de la zone tricontinentale, comme l'est du Cameroun. Cette situation menace de déstabiliser rapidement une région cruciale sur le plan économique pour le Tchad et la RCA.

La disponibilité généralisée des ALPC semble alimenter des catégories de crimes violents qui exacerbent l'instabilité et la violence, notamment des formes de plus en plus professionnalisées d'enlèvement contre rançon et de vol de bétail. Ces activités alimentent à leur tour la demande en armes légères et de petit calibre pour l'autodéfense. Toutefois, avec l'augmentation du nombre de détenteurs d'armes à feu, le risque de voir certains d'entre eux tentés de commettre des violences opportunistes, en particulier en



Des programmes d'abandon des armes ont été lancés dans le cadre des mesures nationales de désarmement, de démobilisation et de réintégration de la République centrafricaine.

Photo : MINUSCA

cas de tensions sociales ou intercommunautaires de longue date, s'accroît. Cette violence peut donc s'auto-alimenter.

Les conclusions soulignent la nécessité d'une approche multidimensionnelle étayée par une coordination renforcée entre le Tchad, le Cameroun et la République centrafricaine, afin de lutter contre la violence dans la région tricontinentale. Les recommandations suivantes devraient être prises en compte par les gouvernements régionaux et les donateurs :

- **Lutter contre l'instabilité croissante qui pousse à l'achat d'armes légères et de petit calibre à des fins d'autodéfense.**
- **Renforcer les cadres de coordination nationaux et régionaux afin d'endiguer la circulation incontrôlée des armes en :**
 - multipliant les efforts transfrontaliers, menés par exemple par la gendarmerie, visant à poursuivre en justice les activités de vente d'ALPC sans licence ;
 - améliorant les systèmes de gestion des armes et des munitions, notamment en augmentant la fréquence des inventaires et des inspections des armes opérationnelles ;
 - renforçant la capacité de traçage des armes.
- **Reconnaître le rôle des enlèvements dans l'alimentation de l'instabilité et de la violence.** Le Cameroun doit s'attaquer de toute urgence à l'augmentation des enlèvements massifs semi-professionnels. Les forces de sécurité doivent convaincre les habitants qu'ils seront protégés contre les représailles s'ils dénoncent des ravisseurs connus, et qu'une sécurité durable s'ensuivra.
- **Coopérer pour trouver de nouvelles approches afin de réglementer le secteur régional de l'élevage.** Afin d'atténuer la montée de la violence et du vol de bétail liés à la transformation du commerce du bétail, il est essentiel que les trois pays :
 - apaisent les tensions entre agriculteurs et éleveurs, en particulier pendant les périodes de transhumance ;
 - envisagent de réglementer la taille des troupeaux (en coordination avec les écologistes, les agronomes et les spécialistes de l'environnement, les gouvernements et les organisations régionales) afin de réduire la nécessité d'une protection armée et de veiller à ce que les parcours de transhumance ne dégradent pas les cultures des agriculteurs ou l'environnement local.
- **Réformer et renforcer les organismes de sécurité en RCA et au Tchad.** L'objectif vise notamment à veiller à ce que les soldats soient correctement payés afin de réduire les incitations à vendre leurs armes ou à se livrer à des crimes violents tels que les enlèvements.

NOTES

- 1 En raison des conflits de longue date au Soudan, dans le bassin du lac Tchad et en Libye, ainsi que du coup d'État de 2023 au Niger, le Tchad manque de plus en plus d'itinéraires terrestres sûrs pour acheminer les marchandises importées et n'a que le Cameroun pour seul voisin côtier relativement stable. La RCA est également très dépendante du couloir commercial qui relie Garoua-Boulaï (à la frontière camerounaise) à Bangui, par lequel la majorité des importations entrent dans le pays. Voir Antoine Rolland, *Chad all but deprived of trade routes after Niger coup*, Africa Intelligence, 25 août 2023, <https://www.africaintelligence.com/central-africa/2023/08/25/chad-all-but-deprived-of-trade-routes-after-niger-coup,110036029-art>.
- 2 Voir la littérature sur les économies de conflit dans les régions frontalières : Lindsay Scorgie, *Conflict at the Edge of the African State: The ADF Rebel Group in the Congo-Uganda borderland*, Lexington Books, 2022 ; Timothy Raeymakers, *Violent Capitalism and Hybrid Identity in the Eastern Congo*, Cambridge University Press, 2014.
- 3 Lucia Bird et Lyes Tagziria, *Criminalité organisée et dynamiques d'instabilité : Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest*, GI-TOC, septembre 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/west-africa-illicit-hub-mapping>.
- 4 Entretien téléphonique avec un chercheur camerounais local, juin 2023.
- 5 Correspondance écrite avec un chercheur sur le terrain mandaté par la GI-TOC, décembre 2022.
- 6 ENACT Africa, *Illicit flows of explosives in Central Africa*, mars 2023, <https://enactafrica.org/research/interpol-reports/illicit-flows-of-explosives-in-central-africa>.
- 7 Entretien avec un fonctionnaire camerounais travaillant dans le secteur de la sécurité, Yaoundé, 14 juin 2023.
- 8 Radio Ndeke-Luka, Entretien avec Lucien Mbaïgoto, député de Paoua 2 : « Ce qu'il se passe aujourd'hui dans notre zone interpelle le ministère de la Défense nationale », 16 mai 2023, <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/40480-ce-qu-il-se-passe-aujourd-hui-dans-notre-zone-interpelle-le-ministere-de-la-defense-nationale.html>.
- 9 Le terme « pot-pourri » est utilisé par Emmanuel Chauvin et Christian Seignobos, *L'imbroglie centrafricain : État, rebelles et bandits*, *Afrique contemporaine*, 248, 119-148, 2.
- 10 Entretien téléphonique avec un spécialiste camerounais de la sécurité et de la défense ayant des contacts au sein de la CPC, 2 octobre 2023.
- 11 Ibid.
- 12 Enrica Picco, *Dix ans après le coup d'État, la République centrafricaine confrontée à une nouvelle crise majeure ?*, International Crisis Group, 22 mars 2023, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/dix-ans-apres-le-coup-detat-la-republique>.
- 13 Discussion de groupe avec des chauffeurs de camion qui empruntent le corridor Douala-Bangui, Douala, 19 juin 2023.
- 14 Données de l'Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED).
- 15 Rolf-Steve Domia-Leu, *Centrafrique : Situation sécuritaire très volatile dans la préfecture de Bamingui Bangoran*, RFI, 2 octobre 2023, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20231002-centrafrique-situation-s%C3%A9curitaire-tr%C3%A8s-volatile-dans-la-pr%C3%A9fecture-de-bamingui-bangoran>.
- 16 Bernardo Venturi et Alessandro Totoro, *Analyse de conflits dans la région de Bamingui-Bangoran - Décembre 2019*, Projet de réponse rapide, 14 mai 2020, <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/analyse-de-conflits-dans-la-region-de-bamingui-bangoran-projet-december-2019/>.
- 17 Mohammed Yusuf, *CAR, Chad conduct separate military operations amid border security concerns*, VOA News, 6 octobre 2023, <https://www.voanews.com/a/car-chad-conduct-separate-military-operations-amid-border-security-concerns/7299958.html>.
- 18 Entretiens téléphoniques avec 14 parties prenantes, dont deux officiers de l'ANT, des officiers de l'armée camerounaise, des marchands d'armes, des journalistes, des fonctionnaires, des étudiants et deux habitants de la région, avril et juin 2023.
- 19 Au Tchad, le bilan des manifestations violentes d'octobre revu à 128 morts, *Le Monde*, 24 février 2023, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/02/24/au-tchad-le-bilan-des-violentes-manifestations-d-octobre-revu-a-128-morts_6163133_3212.html.
- 20 Entretien téléphonique avec un chercheur à N'Djamena, Tchad, mai 2023.
- 21 Dans le contexte du Tchad, le terme « Sudiste » désigne généralement les personnes originaires du sud du pays. Ce terme est utilisé pour désigner une identité régionale dans le

- paysage ethnique et géographique diversifié du Tchad. Les dynamiques politiques et sociales du Tchad ont toujours été influencées par les identités régionales, les termes « sudiste » et « nordiste » étant souvent utilisés pour décrire ces divisions. La région méridionale est plus fertile sur le plan agricole. Sa composition ethnique et religieuse est différente de celle des régions septentrionales du Tchad.
- 22 Arthur Boutellis, *Chad and the Central African Republic*, dans Jane Boulden (ed), *Responding to Conflict in Africa*, Palgrave Macmillan, 2013, 121-144.
 - 23 Succès Masra, le principal chef de l'opposition politique au gouvernement exilé à Washington et l'une des principales voix des manifestations d'octobre 2022, a parlé de « massacres ciblés de populations chrétiennes » dans le sud du Tchad.. Voir Mathieu Olivier, *In Chad, does Mahamat Idriss Déby Itno still control the south?*, Africa Report, 31 mai 2023, <https://www.theafricareport.com/310726/in-chad-does-mahamat-idriss-deby-itno-still-control-the-south/> ; entretien téléphonique avec un chercheur à N'Djamena, mai 2023.
 - 24 Parallèlement, les représentants du gouvernement tchadien semblent l'accuser officiellement d'être à l'origine de la récente augmentation des attaques rebelles dans le sud du pays ; entretien téléphonique avec un chercheur à N'Djamena, mai 2023.
 - 25 Alexandre Bish, *Soldats de fortune : L'avenir des combattants tchadiens après le cessez-le-feu libyen*, GI-TOC, décembre 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/12/GI-TOC-Soldiers-of-fortune-French-web.pdf> ; voir également le cas d'une soixantaine de jeunes hommes qui auraient été arrêtés alors qu'ils tentaient de rejoindre la rébellion : Blaise Dariustone, *Le pouvoir tchadien de nouveau menacé depuis le sud*, 24 janvier 2023, <https://www.dw.com/fr/le-pouvoir-tchadien-de-nouveau-menac%C3%A9-depuis-le-sud/a-64495244>.
 - 26 Y compris Les Forces Armées pour la République Fédérale dirigées par Laokein Bardé, et le Conseil de Sursaut National pour la Paix et la Démocratie de Moïse Kétté Nodji. Les deux dirigeants ont été tués sous le précédent régime Déby.
 - 27 Tchad: deux groupes rebelles tchadiens signalés dans l'extrême-nord de la Centrafrique, RFI, 2 mai 2023, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230502-tchad-deux-groupes-rebelles-tchadiens-signal%C3%A9s-dans-l-extr%C3%A4me-nord-de-la-centrafrique>.
 - 28 Entretien téléphonique avec un leader de la société civile dans le sud du Tchad, 9 septembre 2023.
 - 29 Entretien téléphonique avec un leader de la société civile dans le sud du Tchad, 9 septembre 2023 ; entretien téléphonique avec un combattant d'un groupe armé dans le nord de la RCA, 8 septembre 2023 ; entretien téléphonique avec un chercheur tchadien basé dans le sud du Tchad, 6 septembre 2023.
 - 30 Ibid.
 - 31 Joël Honoré Kouam, *Rise in kidnapping in northeastern Cameroon leaves residents traumatized*, Africa News, 24 octobre 2022, <https://www.africanews.com/2022/10/24/rise-in-kidnapping-in-northeastern-cameroon-leaves-residents-traumatized/>.
 - 32 Le 10 mai 2023, au moins 13 personnes auraient été tuées après une attaque des rebelles tchadiens en RCA, à 14 kilomètres de Paoua, près de la frontière tchadienne ; voir Une incursion des rebelles tchadiens fait au moins 13 morts dans le nord-ouest de la Centrafrique, Xinhua News, 11 mai 2023, <https://french.xinhuanet.com/20230511/e3df782b2b9c4adf95e316120fac120/c.html>.
 - 33 Entretien téléphonique avec un combattant d'un groupe armé dans le nord de la RCA, 8 septembre 2023 ; entretien téléphonique avec un chercheur tchadien basé dans le sud du Tchad, 6 septembre 2023.
 - 34 Ahmad Youssouf Ali, Tchad : Le gouvernement dénonce des incursions rebelles au sud et annonce une traque, Al Wihda News, 18 mai 2023, https://www.alwihdainfo.com/Tchad-le-gouvernement-denonce-des-incursions-rebelles-au-sud-et-annonce-une-traque_a123367.html.
 - 35 William Junior, Tchad : Une base militaire « robuste » installée à Goré pour contrer la rébellion, *Le N'Djam Post*, 3 mai 2023, <https://lendampost.com/tchad-une-base-militaire-robuste-installee-a-gore-pour-contrer-la-rebellion/>.
 - 36 Mathieu Olivier, *In Chad, does Mahamat Idriss Déby Itno still control the south?*, Africa Report, 31 mai 2023, <https://www.theafricareport.com/310726/in-chad-does-mahamat-idriss-deby-itno-still-control-the-south>.
 - 37 Jean-Fernand Koena, Tchad : L'armée traque des rebelles en RCA, DW News, 16 mai 2023, <https://www.dw.com/fr/rca-tchad-rebelles-du-rassemblement-populaire-pour-la-justice-et-l%C3%A9galit%C3%A9-du-tchad/a-65636941>.
 - 38 Ibid.
 - 39 Mahamat Abdoul Kader Oumar, plus connu sous le nom de « Baba Laddé », témoigne d'une position centrafricaine plus ambiguë à l'égard de la présence rebelle tchadienne. Il serait revenu en RCA au troisième trimestre de 2023. Pendant longtemps chef rebelle anti-Déby au Tchad, Baba Laddé a passé de longues périodes dans le nord de la RCA, où il bénéficiait du soutien des éleveurs peuls, qui voyaient dans son activité armée un moyen de défendre. Il est brièvement entré dans le giron politique tchadien grâce à Mahamat Déby qui l'a nommé directeur du renseignement national après la mort de son père en 2021. Après un effritement de leurs relations, il serait retourné à Besson dans la préfecture de Nana-Grébizi, en RCA. Ses intentions actuelles dans la région ne sont pas claires, bien qu'il puisse chercher à mobiliser des combattants peuls, y compris du groupe 3R. Certaines sources affirment qu'il a tenu des réunions avec le personnel de Wagner pour bénéficier d'un appui à la rébellion au Tchad, bien qu'il n'y ait pas encore de preuves solides à ce sujet. Voir Matthieu Olivier, *De Déby Itno à Wagner, Baba Laddé repart en guerre*, *Jeune Afrique*, 28 septembre 2023, <https://www.jeuneafrique.com/1487169/politique/de-deby-itno-a-wagner-baba-ladde-repart-en-guerre/>.
 - 40 Radio Ndeke-Luka, Entretien avec Lucien Mbaïgogo, député de Paoua 2 : « Ce qu'il se passe aujourd'hui dans notre zone interpelle le ministère de la Défense nationale », 16 mai 2023, <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/40480-ce-qu-il-se-passe-aujourd-hui-dans-notre-zone-interpelle-le-ministere-de-la-defense-nationale.html>.
 - 41 Ibid.
 - 42 Comme le nord-ouest et le sud-ouest, en proie au conflit sécessionniste anglophone, ou la région de l'Extrême-Nord, aujourd'hui affectée par les groupes armés du bassin du lac Tchad, l'ISWAP et le JAS.

- 43 Le 12 juin 2022, les forces antiterroristes camerounaises ont affronté les rebelles du MLC dans une forêt située juste à l'extérieur de Sorombeo, à proximité du parc national. La plupart des 10 rebelles du MLC impliqués ont pu s'enfuir au Tchad voisin. Voir GI-TOC, *Is wildlife crime in Cameroon's Bouba Ndjida National Park financing an emerging separatist group in the north*, Bulletin de risque des économies illicites en Afrique de l'Ouest, numéro 5, octobre 2022, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-005/02-wildlife-crime-in-cameroon-national-park-financing-separatist-group.html>.
- 44 Un an plus tôt, un affrontement similaire entre les forces antiterroristes camerounaises et les rebelles du MLC s'était déjà produit dans le parc national de Bouba Ndjida, mettant également en évidence la participation des rebelles au braconnage illicite d'éléphants dans le parc.
- 45 Données de l'ACLED.
- 46 Données de l'ACLED. (Adamaoua et Nord sélectionnés pour le niveau d'administration 1 ; « violence politique » sélectionné comme « type de trouble », « émeutes » et « violence collective » exclus du type d'événement).
- 47 Christian Happi, Région du Nord : Manifestation devant la sous-préfecture de Touboro contre l'insécurité-(vidéo), Actu Cameroun, 28 octobre 2022, <https://actucameroun.com/2022/10/28/region-du-nord-manifestation-devant-la-sous-prefecture-de-touboro-contre-linsecurite-video/>.
- 48 Insécurité à Touboro : Des ravisseurs sèment la terreur, Panorama Papers. 10 novembre 2022, <https://panoramapapers.com/cameroun-insecurite-a-touboro-des-ravisseurs-sement-la-terreur/>.
- 49 *Over 30 people kidnapped by highway criminals in north Cameroon*, Reuters, 23 octobre 2023, <https://www.reuters.com/world/africa/over-30-people-kidnapped-by-highway-criminals-north-cameroon-2023-10-23/>.
- 50 Cameroun : Une cache d'armes sophistiquées démantelée dans la région du Nord, Le Bled Parle, 12 novembre 2019, <https://www.lebledparle.com/cameroun-une-cache-d-armes-sophistiquees-demantelee-dans-la-region-du-nord/>.
- 51 Rapport du bataillon d'intervention rapide (BIR) fourni à la GI-TOC par une source travaillant avec le secteur de la sécurité camerounais.
- 52 International Crisis Group, Afrique centrale : les défis sécuritaires du pastoralisme, Rapport Afrique n° 215, 1^{er} avril 2014, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/security-challenges-pastoralism-central-africa>.
- 53 Entretiens à distance avec 14 parties prenantes, dont deux militaires de l'ANT, des militaires de l'armée camerounaise, des marchands d'armes, des journalistes, des fonctionnaires, des étudiants et deux habitants de la région, avril et juin 2023. Si les sanctions pour possession d'ALPC sans permis peuvent aller du paiement d'une amende à une peine de prison, selon la personne qui procède à l'arrestation, l'effet dissuasif reste limité, d'après des entretiens téléphoniques avec trois marchands d'armes dans le sud du Tchad et un chercheur local dans la zone tricontinentale, en avril et mai 2023.
- 54 Conseil de sécurité des Nations Unies, Lettre datée du 3 février 2023, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution, S/2023/87, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/S_2023_87.pdf.
- 55 Fouchette déterminée sur la base d'informations recueillies lors de 14 entretiens menés dans la région entre avril et juin 2023.
- 56 L'AK-47 est le modèle original et le plus connu des fusils créés par Mikhaïl Kalachnikov, c'est pourquoi il est souvent appelé « Kalachnikov ». Il existe toutefois un certain nombre de variantes ultérieures du même fusil, largement disponibles sur les marchés africains contemporains des armes, telles que les séries AKM, AK-74 et AK-100. C'est pourquoi le rapport fait référence à des fusils « de type Kalachnikov ». Voir CJ Chivers, *The Gun: The Story of the AK-47*, Penguin Random House, 2013.
- 57 Entretien avec un commerçant arabe de Gera qui opère entre le Tchad et la RCA, mai 2023.
- 58 Entretien avec un membre tchadien de l'armée gorane à Gorée, mai 2023.
- 59 Entretien avec un éleveur arabe du Salamat à Grade Sido, Moyen-Chari, Tchad, mai 2023.
- 60 Entretiens avec 12 parties prenantes réalisés entre avril et juin 2023, dont un membre de l'ANT dans le Logone-Oriental ; un membre de l'ANT dans le Mayo-Kebbi ; deux membres de l'armée camerounaise à Touboro ; un marchand d'armes à Moundou ; un marchand d'armes à Gorée ; un marchand d'armes à Bongor ; un journaliste à Moundou ; un journaliste à Touboro ; un fonctionnaire à Nya Pendé (Goré) ; un fonctionnaire à Lac Wy, Moundou ; deux étudiants à Moundou ; et deux autres habitants de Moundou.
- 61 Conseil de sécurité des Nations Unies, Lettre datée du 3 février 2023, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution, S/2023/87, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/S_2023_87.pdf.
- 62 Entretien avec un commerçant entre les grands marchés de bétail de Betoko en RCA et de Bemal au Tchad, mai 2023.
- 63 Conseil de sécurité des Nations Unies, lettre datée du 7 février 2023, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur le Soudan, S/2023/93, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N23/037/53/PDF/N2303753.pdf?OpenElement>.
- 64 Ibid.
- 65 Entretien avec un éleveur arabe à Moyen-Chari, Tchad, mai 2023.
- 66 Entretien avec un éleveur arabe du Salamat à Grade Sido, Moyen-Chari, Tchad, mai 2023.
- 67 Alexandre Bish et al., *The crime paradox: Illicit markets, violence and instability in Nigeria*, GI-TOC, avril 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/crime-illicit-markets-violence-instability-nigeria/>.
- 68 Le Browning Hi-Power a été conçu par John Browning, un concepteur d'armes à feu américain qui est largement considéré comme l'un des concepteurs d'armes à feu les plus performants du XX^e siècle. Browning est cependant décédé en 1926 avant d'avoir pu achever le projet. Le projet a ensuite été complété par Dieudonné Saive à la Fabrique Nationale de Herstal, en Belgique.
- 69 Entretiens avec un membre de l'ANT dans le Logone-Oriental, un militaire de l'ANT dans le Mayo-Kebbi, deux membres de l'armée camerounaise à Touboro, un marchand d'armes à Moundou, un

- marchand d'armes à Goré, un marchand d'armes à Bongor, un journaliste à Moundou, un journaliste à Touboro, un fonctionnaire à Nya Pendé (Goré), un fonctionnaire à Lac Wy (Moundou), deux étudiants à Moundou et deux autres habitants de Moundou.
- 70 Entretien avec un éleveur arabe du Salamat à Grade Sido, Moyen-Chari, Tchad, mai 2023.
- 71 On entend ici par arme industrielle toute arme qui n'est pas une arme artisanale ou une imitation d'arme transformée.
- 72 Entretien avec un fonctionnaire camerounais travaillant dans le secteur de la sécurité, Yaoundé, 12 juin 2023.
- 73 Le groupe d'experts des Nations Unies a fait état de multiples violations de l'embargo sur les armes imposé à la République centrafricaine depuis 2013, notamment d'une livraison d'armes de type Kalachnikov en provenance du Soudan à l'aéroport international M'Poko de Bangui le 19 novembre 2022. Ceci a été constaté, malgré une visibilité limitée, après le retrait en juin 2022 par le ministère de la Défense de la RCA de la caméra performante fixée sur la tour de contrôle de l'aéroport et utilisée pour veiller au respect de l'embargo. Voir Conseil de sécurité des Nations Unies, Lettre datée du 3 février 2023, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution, S/2023/87, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N23/035/31/PDF/N2303531.pdf?OpenElement>, p. 11 ; et Conseil de sécurité des Nations Unies, Lettre datée du 29 juin 2022, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution, S/2022/527, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N22/380/01/PDF/N2238001.pdf?OpenElement>.
- 74 ENACT, *Illicit flows of explosives in Central Africa*, mars 2023, <https://enactafrica.org/research/interpol-reports/illicit-flows-of-explosives-in-central-africa>.
- 75 Conseil de sécurité des Nations Unies, Lettre datée du 7 février 2023, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur le Soudan, S/2023/93, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N23/037/53/PDF/N2303753.pdf?OpenElement>.
- 76 Ibid.
- 77 Ces groupes comprennent les groupes FPRC et UPC constitutifs de l'ex-Séléka ; voir Conseil de sécurité des Nations Unies, Rapport du groupe d'experts sur la RCA, S/2018/1119, décembre 2018, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2018_1119.pdf.
- 78 Ibid.
- 79 GI-TOC et ACLED, *Ambazonian separatists report*, à paraître.
- 80 Entretien téléphonique avec un journaliste à Moundou, Tchad, avril 2023. Les armes utilisées par le Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger (MEND) et d'autres groupes armés dans le delta du Niger auraient fait le chemin inverse en empruntant les routes reliant le Tchad au Cameroun et au Nigéria. Les camions et les camions-citernes qui empruntent des itinéraires de contrebande bien établis pour acheminer le carburant siphonné dans le delta du Niger vers le nord du Cameroun, le Tchad et la République centrafricaine reviennent au Nigéria avec des armes légères et de petit calibre collectées dans la zone tricontinentale. Note d'information sur l'opération Alpha du BIR communiquée à la GI-TOC par l'armée camerounaise, août 2014, classifiée.
- 81 Entretiens téléphoniques avec trois marchands d'armes dans le sud du Tchad, avril et mai 2023.
- 82 UNREC, *Assessment Survey on Small Arms in the Sahel Region and Neighbouring Countries*, 2016, p. 28.
- 83 Eric Berman et Louisa Lombard, *The Central African Republic and small arms: A regional tinderbox*, Small Arms Survey, décembre 2008, <https://www.files.ethz.ch/isn/95111/Central-African-Republic-Small-Arms.pdf>.
- 84 Voir Emmanuel Chauvin et Christian Seignobos, L'imbroglie centrafricain : État, rebelles et bandits, *Afrique contemporaine*, 248, 119-148, 2 ; Eric Berman et Louisa Lombard, *The Central African Republic and small arms: A regional tinderbox*, Small Arms Survey, décembre 2008, <https://www.files.ethz.ch/isn/95111/Central-African-Republic-Small-Arms.pdf>.
- 85 Entretien téléphonique avec un chercheur sur les questions sécuritaires et militaires dans la zone tricontinentale, juin 2023.
- 86 Entretien téléphonique avec un chauffeur de camion arabe opérant entre le Tchad, la RCA et le Soudan, avril 2023.
- 87 Entretiens téléphoniques avec trois marchands d'armes dans le sud du Tchad, avril et mai 2023.
- 88 Mahamat Ouda Ousmane, Tchad : Une équipe de désarmement à Kelo, plusieurs armes saisies, Al Wihda News, 8 mai 2022, https://www.alwihdainfo.com/Tchad-une-equipe-de-desarmement-a-Kelo-plusieurs-armes-saisies_a113504.html ; Ahmad Youssouf Ali, Tchad : la Coordination mixte de désarmement saisit 2 459 armes détenues illégalement, Al Wihda News, 24 mai 2023, https://www.alwihdainfo.com/Tchad-la-Coordination-mixte-de-desarmement-saisit-2-459-armes-detenees-illegalement_a123489.html.
- 89 Entretiens téléphoniques avec trois marchands d'armes dans le sud du Tchad, avril et mai 2023.
- 90 ENACT, *Illicit flows of explosives in Central Africa*, mars 2023, <https://enactafrica.org/research/interpol-reports/illicit-flows-of-explosives-in-central-africa>.
- 91 Otric Ngon, Cameroun - Sécurité : Un convoi suspecté de transporter des armes intercepté à la frontière avec le Tchad, Cameroon Info, 29 mars 2017, <https://www.cameroon-info.net/article/cameroun-securite-un-convoi-suspecte-de-transporter-des-armes-intercepte-a-la-frontiere-avec-285531.html>.
- 92 Correspondance écrite avec un chercheur qui a collecté des données pour la GI-TOC à Garoua-Boulai et Touboro, Cameroun, 14 décembre 2022.
- 93 Entretien téléphonique avec un membre de l'ANT à Bongor, mai 2023.
- 94 Entretien téléphonique avec un membre de l'ANT à Bongor, mai 2023 ; entretien téléphonique avec un journaliste à Moundou, Tchad, avril 2023.
- 95 Conseil de sécurité des Nations Unies, Lettre datée du 3 février 2023, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution, S/2023/87, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/S_2023_87.pdf.

- 96 Il existe cependant au Cameroun des armureries licites où l'on peut se procurer une arme avec l'autorisation du ministère de l'Administration territoriale.
- 97 Il s'agit d'un dépôt différent du magasin clandestin documenté plus haut, également situé près de Baoro, bien que les ventes se déroulent de la même manière.
- 98 Entretien téléphonique avec un chercheur chargé de la collecte de données pour la GI-TOC à Baoro, 17 novembre 2022. Le chercheur a été informé de l'emplacement précis. Il n'a cependant pas visité le dépôt d'armes pour des raisons de sécurité et d'éthique, car il aurait été censé acheter une arme.
- 99 Pour une carte plus complète, voir la figure 3 dans Karine Bennafla, *Mbaiboum: Un marché au carrefour de frontières multiples*, *Autrepart*, 6, 53-72, https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_7/autrepart/010014751.pdf.
- 100 Voir UNREC, *Assessment survey on small arms in the Sahel region and neighbouring countries*, pp. 21 & 26 (Cameroun) ; p. 28 (RCA) ; p. 29 (Tchad).
- 101 Nicolas Florquin, Sigrid Lipott et Francis Wairagu, *L'Atlas des armes : Une cartographie des flux illicites d'armes légères en Afrique*, *Small Arms Survey*, janvier 2019, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/SAS-AU-Weapons-Compass.pdf>.
- 102 Entretiens avec deux éleveurs, un agriculteur et un commerçant dans le sud du Tchad, avril et mai 2023.
- 103 Entretien téléphonique avec un chercheur à N'Djamena, Tchad, juin 2023.
- 104 Conseil de sécurité des Nations Unies, Rapport du groupe d'experts sur la RCA, décembre 2018, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N18/378/00/PDF/N1837800.pdf?OpenElement>.
- 105 Il s'agit de livraisons d'armes en provenance d'Espagne et d'Italie, initialement vendues légalement à une société de Douala, au Cameroun, mais introduites en RCA en violation de l'embargo sur les armes.
- 106 Conseil de sécurité des Nations Unies, Rapport du groupe d'experts sur la RCA, décembre 2018, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N18/378/00/PDF/N1837800.pdf?OpenElement>.
- 107 Anti-balaka est le nom adopté par les milices majoritairement sudistes, chrétiennes et de langue sango qui se sont mobilisées en réponse à l'avancée de la Séléka et au renversement du régime de Bozizé en 2013. Étant donné que les militants de la Séléka sont majoritairement musulmans et nordistes, l'identité et la religion sont devenues des lignes de démarcation dans les violences liées à la crise de 2013. Voir *The New Humanitarian*, *Briefing: Who are the anti-balaka of CAR?*, ReliefWeb, 11 février 2014, <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/briefing-who-are-anti-balaka-car>.
- 108 Ibid.
- 109 Entretien avec un fonctionnaire camerounais travaillant dans le secteur de la sécurité, Yaoundé, 12 juin 2023.
- 110 Échange de courriels avec un chercheur camerounais, 1^{er} août 2023 ; GI-TOC, *3R rebel group in the CAR loses territory and control over the illicit cattle economy, damaging legitimacy and offering entry points for state intervention*, Bulletin de risque des économies illicites en Afrique de l'Ouest, numéro 9, novembre 2023, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-009/01-3r-rebel-group-in-central-african-republic-loses-control.html>.
- 111 Ibid.
- 112 Ibid.
- 113 RCA : des présumés rebelles centrafricains du « 3R » arrêtés par l'armée camerounaise, *Journal de Bangui*, 8 octobre 2022, <https://www.journaldebangui.com/rca-des-presumes-rebelles-centrafricains-du-3r-arretes-par-larmee-camerounaise/>.
- 114 International Crisis Group, *Afrique centrale : les défis sécuritaires du pastoralisme*, Rapport Afrique n° 215, 1^{er} avril 2014, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/security-challenges-pastoralism-central-africa>.
- 115 Amadou Adamou, *Bonee and Fitina: Mbororo nomads facing and adapting to conflict in Central Africa*, *Conflict and Society*, 4, 1, 245-258.
- 116 Entretiens avec des éleveurs, des agriculteurs et des commerçants dans le sud du Tchad et le nord du Cameroun, avril et mai 2023 ; Serge Aubague et Patrice Grimaud, *Réflexion sur l'évolution de la mobilité des pasteurs nomades au Tchad : sédentarisation ou transhumance ?*, *Nomadic Peoples*, 17, 1, 126-136.
- 117 Ibid.
- 118 Entretien en ligne avec un activiste de la société civile centrafricaine, 5 mai 2023.
- 119 Entretien avec un fonctionnaire camerounais travaillant dans le secteur de la sécurité, Yaoundé, 12 juin 2023.
- 120 Flore Berger, *De la chair à canon : Le vol de bétail et l'économie de guerre au Mali*, GI-TOC, mars 2023, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2023/03/Flore-Berger-De-la-chair-a-canon-Le-vol-de-be%CC%81tail-et-le%CC%81conomie-de-guerre-au-Mali-GI-TOC-mars-2023.pdf> ; Alexandre Bish et al, *The crime paradox: Illicit markets, violence and instability in Nigeria*, GI-TOC, avril 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/crime-illicit-markets-violence-instability-nigeria/>.
- 121 Christian Happi, *Région du Nord : Manifestation devant la sous-préfecture de Touboro contre l'insécurité* (vidéo), *Actu Cameroun*, 28 octobre 2022, <https://actucameroun.com/2022/10/28/region-du-nord-manifestation-devant-la-sous-prefecture-de-touboro-contre-linsecurite-video/>.
- 122 Entretien avec un fonctionnaire camerounais travaillant dans le secteur de la sécurité, Yaoundé, 12 juin 2023.
- 123 Échange écrit avec un chercheur et expert en sécurité camerounais ayant travaillé à Touboro, janvier 2023.
- 124 Entretien avec un fonctionnaire camerounais travaillant dans le secteur de la sécurité, Yaoundé, 12 juin 2023.
- 125 Ibid.
- 126 Entretien téléphonique avec un habitant du sud du Tchad, juin 2023.
- 127 Voir, par exemple, Flore Berger, *La menace silencieuse : Les enlèvements au Burkina Faso*, GI-TOC, mars 2023, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2023/03/Flore-Berger-La-menace-silencieuse-Les-enle%CC%80vements-au-Burkina-Faso-GI-TOC-Mars-2023.pdf>.



**GLOBAL
INITIATIVE**
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME

À PROPOS DE GLOBAL INITIATIVE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) est un réseau international de 600 experts répartis aux quatre coins de la planète. Elle offre une plateforme pour promouvoir un débat plus approfondi et des approches innovantes comme fondements d'une stratégie mondiale inclusive contre le crime organisé.

www.globalinitiative.net

Soutenu par



Federal Foreign Office